



PRÉFET DE LA LOIRE

ARRETE N° 19 DDPP 2018
portant modificatif à l'arrêté de mise en demeure n°536/DDPP/2017

VU le Titre 1er du Livre I et du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment les articles, L.171-8 et L.511-1,

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 juin 1977 modifié notamment par l'arrêté préfectoral du 26 août 2009, réglementant les activités exercées par la société MOTOROP BRM INDUSTRIES à RIORGES, Z.I La Villette, 1356, rue Louise Michel,

VU l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°536/DDPP/2017 du 12 décembre 2017 imposant à l'exploitant de respecter les dispositions de l'arrêté d'autorisation du 26 août 2009 susvisé,

CONSIDERANT que l'exploitant de la société MOTOROP BRM INDUSTRIES à RIORGES, Z.I La Villette, 1356, rue Louise Michel, ne respecte pas les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 26 août 2009 en ce qui concerne les rejets en fer dans les eaux industrielles du site,

CONSIDERANT qu'au vu des éléments ci-dessus, il y a lieu de préciser les dispositions de l'arrêté n°536/DDPP/2017 du 12 décembre 2017 susvisé, afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

SUR PROPOSITION de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la LOIRE,

ARRETE

Article 1 :

Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°536/DDPP/2017 du 12 décembre 2017 sont remplacées par les suivantes :

« L'exploitant de la société MOTOROP BRM INDUSTRIES à RIORGES, Z.I La Villette, 1356, rue Louise Michel, est mis en demeure de respecter sous six mois la valeur limite fixée en annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 26 août 2009 qui indique 5 mg/l de fer dans les eaux industrielles du site. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun des résultats ne pourra excéder le double de cette valeur limite ».

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement susvisé.

Article 3 – Délais et recours :

En application des dispositions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 4 – Exécution :

Monsieur le sous-préfet de Roanne, Madame la directrice départementale de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées et Monsieur le maire de RIORGES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Étienne, le 17 JAN. 2010

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Gérard LACROIX

- Société MOTOROP BRM INDUSTRIES

ZI de la Vilette

1356 rue Louise Michel

42153 RIORGES CEDEX

- Monsieur le maire de RIORGES

- Monsieur le Sous-Préfet de ROANNE

- DREAL Loire Inspection des installations classées

- Archives

- Chrono